



COMPTES ANNUELS ARRÊTES AU 31 DECEMBRE 2013

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

UNICEM
3, Rue Alfred Roll
75 017 PARIS

UNICEM

3, Rue Alfred Roll

75 017 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

Aux membres du Conseil d'Administration,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'UNICEM, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Commission Financière.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies

significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Union à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

-Nous n'avons pas relevé lors de nos contrôles d'évènement ou de décision impactant de manière significative les comptes.

Cette appréciation ainsi portée s'inscrit dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserves, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres du Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 10 juin 2014
En deux exemplaires originaux

AUDIT GESTION FINANCE
Société de Commissariat aux Comptes
Représentée par
Catherine SALMON

UNICEM UNION

3, rue Alfred Roll

75017 PARIS

Comptes annuels au 31 décembre 2013

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF IMMOBILISE				
<i>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</i>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels...	691 224	553 961	137 263	166 365
Fonds commercial				
autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</i>				
Terrains	1 203 632		1 203 632	1 203 632
Constructions	8 901 540	7 955 994	945 547	1 185 114
Installations techniques, matériel, outillage	10 080 930	9 813 503	267 426	556 757
immobilisations grevées de droits				
Autres immobilisations corporelles	7 314 622	5 984 945	1 329 677	1 440 082
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</i>				
Participations	7 622		7 622	7 622
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	355 000		355 000	350 000
Autres immobilisations financières	40 625		40 625	28 078
ACTIF IMMOBILISE	28 595 195	24 308 403	4 286 792	4 937 652
ACTIF CIRCULANT				
<i>STOCKS ET EN-COURS</i>				
Matières premières, approvisionnements	8 230		8 230	7 860
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	23 918		23 918	21 810
<i>CREANCES D'EXPLOITATION</i>				
Créances usagers et comptes rattachés	4 129 037	103 858	4 025 179	2 185 481
Autres créances	319 528		319 528	369 533
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>DIVERS</i>				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 368 833		5 368 833	5 625 640
Charges constatées d'avance	32 309		32 309	63 215
ACTIF CIRCULANT	9 881 855	103 858	9 777 998	8 273 540
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	38 477 051	24 412 261	14 064 790	13 211 192

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2013	31/12/2012
FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise <i>dont legs et dons avec contrepartie d'actifs immo. subv. d'invest.</i>	975 119	1 084 415
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	1 688 622	1 592 665
Autres réserves	1 809	1 809
Report à nouveau	293 914	283 534
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	(16 386)	10 380
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 662 130	2 172 237
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (Commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS	4 605 207	5 145 041
PROVISIONS		
Provisions pour risques	38 500	20 000
Provisions pour charges	1 526 396	1 367 795
PROVISIONS	1 564 896	1 387 795
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	266 821	322 440
Emprunts et dettes financières divers	3 396 008	1 771 392
Avances et acomptes reçus sur commandes	703	4 118
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	793 014	725 632
Dettes fiscales et sociales	3 161 537	3 562 493
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 225	37 488
Autres dettes	210 857	191 355
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	62 520	63 438
DETTES	7 894 686	6 678 356
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 064 790	13 211 192

Résultat de l'exercice en centimes

-16 386,38

Total du bilan en centimes

14 064 789,51

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>31/12/2012</i>
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	1 341		1 341	991
Production vendue de services	1 224 566		1 224 566	1 036 809
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 225 907		1 225 907	1 037 801
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			5 302 220	5 450 143
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 590 634	3 369 412
Autres produits			3 126 462	3 100 363
PRODUITS D'EXPLOITATION			13 245 223	12 957 718
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			459	(289)
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 210 811	4 201 688
Impôts, taxes et versements assimilés			633 294	585 423
Salaires et traitements			5 395 396	5 193 731
Charges sociales			2 577 399	2 517 937
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			789 351	969 754
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			22 661	18 498
Dotations aux provisions			356 553	352 522
Autres charges				0
CHARGES D'EXPLOITATION			13 985 923	13 839 263
RESULTAT D'EXPLOITATION			(740 700)	(881 545)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			318	804
Autres intérêts et produits assimilés			41 107	129 263
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			13 230	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			68 669	3 635
PRODUITS FINANCIERS			123 324	133 702
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			62	152
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			62	152
RESULTAT FINANCIER			123 262	133 550
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(617 438)	(747 995)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>31/12/2012</i>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 516	9 315
Produits exceptionnels sur opérations en capital	648 095	818 220
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	20 000	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	670 611	827 535
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 516	2 532
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	33 619	18 887
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	76	193
CHARGES EXCEPTIONNELLES	43 212	21 612
RESULTAT EXCEPTIONNEL	627 399	805 923
Impôts sur les bénéfices	26 347	47 549
TOTAL DES PRODUITS	14 039 158	13 918 955
TOTAL DES CHARGES	14 055 544	13 908 576
BENEFICE OU PERTE	(16 386)	10 380

A N N E X E

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice du 1/01/13 au 31/12/13 d'une durée de 12 mois sont présentés conformément à la législation en vigueur et aux principes comptables généralement admis.

PRESENTATION DES COMPTES

L'Union Nationale des Industries de Carrière et Matériaux de Construction est un Syndicat professionnel patronal, créé sous le régime du titre 1^{er} du livre IV du Code du Travail.

- **LES COMPTES DE L'UNICEM**

Les comptes de l'UNICEM « UNION » s'appliquent à l'entité juridique constituée par la section Syndicale de l'UNICEM, la section de l'Apprentissage et Formation.

Pour la présentation des comptes de l'UNICEM « UNION » les comptes de la section Apprentissage et Formation sont intégrés à ceux de la section Syndicale.

- SECTION APPRENTISSAGE – FORMATION

L'UNICEM, Organisme collecteur et répartiteur de la taxe d'apprentissage, en fonction d'une Convention Nationale de Coopération signée avec le Ministère de l'Education Nationale, présente par ailleurs, séparément, les comptes de la Section "APPRENTISSAGE", pour répondre à la législation qui s'applique à cette activité, pour les Centres suivants :

- CFA de Montalieu Région Rhône Alpes
- CFA de Lacrouzette – Toulouse-Bessières Région Midi Pyrénées
- CFA de Louvigné Région Bretagne.

et le DFA (Convention Générale de Coopération)

COMMENTAIRE SUR LES COMPTES DE L'ACTIVITE APPRENTISSAGE - FORMATION

Les Centres de Formation ayant une activité purement régionale, une clé de répartition est calculée pour affecter les charges de personnel, certaines charges de fonctionnement communes à l'ensemble des CFA UNICEM selon le rapport entre l'effectif d'apprentis du Centre rapporté au total des apprentis des CFA UNICEM au 31 décembre de l'exercice.

Les sommes transitent ensuite par les comptes de liaison inter CFA.

L'UNICEM est bénéficiaire depuis 2010 d'un agrément d'Organisme de Formation Professionnelle Continue, pour l'exercice d'actions de formation, articulées autour des métiers de la profession des carrières et matériaux de construction.

PRESENTATION DU BILAN

▪ ACTIF

. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels informatiques. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur une durée de un à cinq ans suivant le type de logiciel et leur utilisation.

. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception des constructions qui figurent à leur valeur réévaluée (réévaluation libre). Les règlements 2002-10, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et 2004-6 relatifs à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, n'ont pas été appliqués dans l'établissement des comptes annuels.

Dans le cadre de l'application de la méthode prospective, compte tenu de la nature spécifique des constructions liées à l'APPRENTISSAGE en particulier, des règles de comptabilisation et d'amortissements antérieurement appliquées, l'UNICEM a jugé qu'il n'y avait pas lieu à retraitement

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie ou d'utilisation prévue.

- Constructions	De 15 à 50 ans
- Agencements et Installations	De 05 à 15 ans
- Matériels pédagogiques	Linéaire 5 ans
- Matériel de transport	Linéaire 5 ans
- Matériel de Bureau & Inform.	De 03 à 5 ans
- Mobilier	De 05 à 10 ans
- Autres	Linéaire 10 ans

Les dotations aux amortissements pratiquées sur les constructions affectées aux CFA font l'objet d'un traitement comptable particulier, et ne sont pas enregistrées en résultat ; ce qui explique la discordance constatée entre le montant des dotations aux amortissements comptabilisé et l'augmentation des amortissements figurant au bilan. Dotation aux amortissements 951 k€ (tableau des amortissements) contre 789 k€ figurant au compte de résultat.

Cette comptabilisation résulte du fait que les constructions figurent dans l'actif de l'UNICEM Organisme Gestionnaire. En contrepartie, les CFA constatent dans leurs comptes une indemnité d'occupation correspondant à l'annuité de l'emprunt et à la charge de l'amortissement, diminuée des subventions accordées.

. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Pour les titres de participation, et autres titres immobilisés, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Elles sont constituées :

- Avance de trésorerie à une entité périphérique	350 k€
- Dépôts et cautionnements versés	41 k€
- Titres de SCI en Pays de la Loire	8 k€
- Prêts divers	5 k€

. STOCK ET EN-COURS

Les stocks sont constitués de matériel - fournitures & consommables informatiques, ainsi que de consommables alimentaires.

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition.

Au 31 décembre, ils ressortent pour un montant de 8 k€.

. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour créances douteuses est constituée sur des créances individualisées.

Elle est évaluée en fonction de la nature du risque encouru et de la charge prévisible sur chaque créance.

Sur l'exercice, une dotation de 23 € est constituée, portant la provision à 104 k€

. DISPONIBILITES

La trésorerie se décompose en comptes courants bancaires, en comptes livret pour lesquels 110 k€ de produits financiers (avant impôts) sont attendus.

. PRODUITS A RECEVOIR

- Factures à établir :	2 318 544 €
- Intérêts courus	109 776 €
- Créiteurs divers contrat Pro c :	28 433 €
- Etat : remboursement taxe habitation	11 109 €

. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance ressortent à 32 k€ et concernent des loyers versées au titre de 2014, relatifs notamment à des contrats de maintenance de matériel, d'abonnements de documentation.

PASSIF**. Fonds propres**

	Au 1/01/013	Augment.	Diminution	Au 31/12/013
* ECARTS DE REEVALUATION				
. Immeuble Paris	2 553 958			2 553 958
. <i>Amortissements</i>	-1 591 318	-93 607		-1 684 925
Total	962 640	-93 607	0	869 033
. Immeuble Régions	262 210		0	262 210
. <i>Amortissements</i>	-170 444	-2 350	0	-172 794
Total	91 766	-2 350	0	89 416
. Immeubles Apprentissage	266 786			266 786
. <i>Amortissements</i>	-236 777	-13 340		-250 116
Total	30 009	-13 340	0	16 670
Total	1 084 414	-109 297	0	975 119
* RESERVES REGLEMENTEES				
. Réserves indisponibles	1 592 665	95 957		1 688 622
* AUTRES RESERVES	1 809			1 809
* REPORT A NOUVEAU	283 534	10 380	0	293 912
. RESULTAT DE L'EXERCICE	10 380	-16 387	-10 380	-16 387
* SUBVENTIONS				
. Subventions équip constructions	1 637 400	0	0	1 637 400
. <i>Amortissements</i>	-1 233 049	-62 338	0	-1 295 387
. Subventions équipement	2 900 844	0	0	2 900 844
. <i>Amortissements</i>	-2 631 807	-98 812	-43 415	-2 687 203
. <i>Exon TA (équip)</i>	12 917 964	170 508	43 416	13 045 056
. <i>Sub inv résult</i>	-11 419 114	-519 465		-11 938 579
Total	2 172 238	-510 107		1 662 131
TOTAL FONDS PROPRES	5 145 040	-529 454	-10 380	4 605 206

. RESERVES REGLEMENTEES ET ECARTS DE REEVALUATION

Les réserves indisponibles lues sous la rubrique réserves réglementées augmentent sur l'exercice de 95 957 €, et correspondent à la dotation de l'exercice des amortissements sur écarts de réévaluation, à la différence de 13 340 € correspondant au traitement comptable particulier réservé aux constructions affectées au CFA de LACROUZETTE.

. SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT SUR LES CONSTRUCTIONS AFFECTEES A LA SECTION APPRENTISSAGE

L'amortissement des subventions d'équipement sur les constructions affectées aux CFA fait l'objet d'un traitement comptable particulier et transite par un compte 46, et n'est pas enregistré en résultat, ce qui explique l'écart de 62 338 € entre le montant de la dotation aux amortissements et le compte de reprise sur subventions 777.

• PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**- Provision pour risque copropriété A. Roll**

Le reliquat de provision de 20 k€ destiné à faire face aux frais de procédure et au complément de charge dans le contentieux qui nous opposait à l'ancien syndic de copropriété a fait l'objet d'une reprise. Le risque actuel s'avérant très faible.

- Provision pour litiges :

A été constitué sur l'exercice une provision de 39 k€ pour un contentieux qui nous oppose à un de nos anciens salariés.

La provision est chiffrée à hauteur de l'estimation du montant du coût de la procédure et des dommages et intérêts qu'il y aurait à verser au salarié.

- Provision pour gros entretien

Depuis 2008, L'UNICEM opte pour la méthode de comptabilisation des dépenses de gros entretien visant les constructions affectées à « l'APPRENTISSAGE », sous forme de provisions.

La provision est constituée de façon linéaire, de la date du dernier entretien jusqu'à la date de l'entretien effectif probable.

Sur l'exercice, une dotation complémentaire de 149 k€ est comptabilisée. La provision pour gros entretien s'élève ainsi à 575 k€ au 31 décembre 2013, après une reprise de 16 k€ concernant des travaux d'entretien sur les Centres de Lacrouzette et de Montalieu.

Dans le cadre d'un programme de rénovation et d'entretien de l'immeuble Roll, une dotation de 53 k€ est également constatée.

- Provision pour indemnité de départ en retraite

Les engagements en matière d'indemnité de fin de carrière sont entièrement provisionnés, dans les comptes de l'UNICEM, pour les collaborateurs relevant de l'UNICEM, (effectif net des mises à disposition de personnel auprès des Branches) et ce, conformément aux modalités stipulées dans la convention collective des Industries de Carrières et Matériaux de Construction.

Au décembre 2013, la provision s'élève à 803 589 € et se décompose comme suivant :

° PROV IDR PERSONNEL UNICEM & UNICEM REGIONALES	515 974 €
° PROV IDR PERSONNEL SECTION APPRENTISSAGE	287 615 €

Le chiffrage tient compte :

- du personnel présent au 31 décembre 2013
- des droits qui seront acquis en fin de carrière (maximum 5 mois majorés des charges sociales pour le personnel cadre et personnel ETAM)
- d'un coefficient correspondant au départ possible de 0.014.
- d'une probabilité liée à l'espérance de vie calculée selon la table INSEE TD TV08-10
- d'un coefficient de revalorisation des salaires de 2.5 %
- d'un coefficient d'actualisation de 2 %
- d'un départ à la retraite à 65 ans

- Provision pour dépréciation des autres immobilisations financières

La provision pour dépréciation du fonds de roulement inscrite pour un montant de 13 k€ devenue sans objet, fait l'objet d'une reprise.

Le montant du fonds de roulement inscrit à l'actif s'élève à 13 k€.

- Provision pour charges : opérations exceptionnelles

La provision figurant au 31 décembre pour 59 k€ concerne le reliquat de la mise en œuvre d'actions – études et recherche en cours de réalisation, dont la suite à donner à l'étude sectorielle emploi-formation pour 33 k€.

• EMPRUNTS & DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Les emprunts souscrits en 2003 pour une durée de 15 ans, pour un total de 751 414 €, financent l'extension du Centre d'apprentissage de Louvigné.

Capital restant dû au 31 décembre 2013 : 266 821 €

Equilibre financier en fin d'exercice.

Dans la rubrique « autres dettes » figure au compte 447 000 Etat et autres collectivités publiques, le reliquat de taxe d'apprentissage non utilisé :

Montant total au 31 décembre 2013 : 1 435 838 €

- **CHARGES A PAYER**

FOURNISSEURS : Factures non parvenues	493 251
AVOIRS A ETABLIR	21 917
DETTES FISCALES ET SOCIALES	824 836
AUTRES CHARGES A PAYER	40 947
Total	1 380 951

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

- **Les ressources de l'exercice**

	montant en euros
Subventions et taxe d'apprentissage	5 302 220
Cotisations syndicales reçues	3 009 656
Autres produits d'exploitation perçus	1 342 709
Produits financiers avant impôts	110 094
total des ressources	9 764 679

- **AUTRES PRODUITS**

Le compte de résultat enregistre pour 3 430 k€, au compte « transfert de charges » les remboursements de frais avancés par UNICEM pour le compte de ses membres Adhérents et Associés (hébergement – consommations diverses : téléphone, affranchissement, fournitures de bureau, reproduction de documents, cotisation MEDEF, ainsi que la mise à disposition de collaborateurs).

. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels comprennent notamment 618 k€ de quote-part de subventions d'investissement virée au résultat, 3 k€ de produits de cession d'immobilisations, 29 k€ d'autres produits exceptionnels divers.

▪ LES CHARGES**. CHARGES EXCEPTIONNELLES**

- Dotation provision impôt sur les bénéfices :	76 €
- Divers et régularisations :	9 516 €
- Régularisation subvention et divers :	33 619 €

. RESULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat de l'exercice apparaît pour un montant de -16 386 €. Ce déficit est dégagé uniquement par la section de « l'apprentissage-formation » à hauteur de 48 496 € pour Organisme de formation et -64 883 € pour DFA Coop.

Il ne ressort aucun résultat de la section Syndicale.

Conformément aux termes de la Convention d'Adhésion passée entre l'UNICEM et ses Syndicats Adhérents, l'UNPG – SNCRAIE et le SNBPE le total des coûts de fonctionnement nets est pris en charge en totalité par ces mêmes Syndicats Adhérents :

Répartition conventionnelle 2013 pour un total de charges nettes : 2 276 901 €

- Quote-part UNPG	1 839 531 €
- Quote-part SNBPE	402 282 €
- Quote-part SNCRAIE	35 088 €

. AUTRES INFORMATIONS**• Effectif moyen employé pendant l'exercice**

	CADRES & ASSIMILES	ETAM	TOTAL
* Personnel UNICEM	35	15	50
* Personnel UNICEM « Apprentissage »	10	65	75
Total	45	80	125

- **Droits DIF cumulés acquis au 31 décembre 2013**

. Personnel UNICEM	3 889 heures
. Personnel UNICEM « Section Apprentissage »	6 147 heures
Total	10 036 heures

- **Montant des honoraires des Commissaires aux Comptes**

* AUDIT GESTION FINANCE	43 056 €
* ORCOM	16 890 €
Total	59 946 €

- **Engagement hors bilan : Contrat de location et promesse de vente du CENTRE DE FORMATION DE BESSIERES.**

La commune de Bessières (31660) a donné bail d'une durée de 25 ans à l'UNICEM, un terrain, et un ensemble de bâtiments destinés à l'enseignement, représentant un investissement de 2 740 000 € à compter du 1^{er} octobre 2006.

En contrepartie, l'UNICEM s'est engagé à lui verser un loyer trimestriel de 41 893 € correspondant au montant de l'emprunt au taux de 3.67 % souscrit par la commune de Bessières pour le financement de la construction.

A l'issue du bail, l'UNICEM aura la faculté d'acquérir l'ensemble immobilier à l'euro symbolique, en s'engageant à maintenir dans les locaux une activité de formation pendant une durée d'au moins 5 ans.

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	668 543		22 680
Terrains	1 203 632		
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre	8 901 540		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels	10 047 509		76 837
Installations générales, agencements, aménagements	4 691 445		50 501
Matériel de transport	328 420		6 700
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 136 670		126 297
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 309 215		260 334
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 622		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	391 308		5 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	398 931		5 000
TOTAL GENERAL	28 376 689		288 015

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			691 224	
Terrains			1 203 632	
Constructions sur sol propre			8 901 540	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels		43 416	10 080 930	
Installations générales, agencements divers			4 741 945	
Matériel de transport			335 120	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		25 410	2 237 557	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		68 826	27 500 724	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			7 622	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		683	395 625	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		683	403 248	
TOTAL GENERAL		69 509	28 595 195	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	502 178	51 783		553 961
Terrains				
Constructions sur sol propre	7 716 426	239 567		7 955 994
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 490 751	366 168	43 416	9 813 503
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 604 045	158 996		3 763 042
Matériel de transport	319 028	3 129		322 156
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 793 379	131 778	25 410	1 899 746
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 923 629	899 638	68 826	23 754 442
TOTAL GENERAL	23 425 807	951 421	68 826	24 308 403

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges		38 500		38 500
	766 179	113 458	76 048	803 589
	6 708	76		6 784
	441 778	202 502	16 049	628 231
	29 130			29 130
	144 000	2 093	87 432	58 662
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 387 795	356 630	179 529	1 564 896
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
	13 230		13 230	
	81 197	22 661		103 858
DEPRECIATIONS	94 427	22 661	13 230	103 858
TOTAL GENERAL	1 482 222	379 291	192 759	1 668 754
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		379 214 76	159 529 13 230 20 000	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts	355 000	5 000	350 000
Autres immobilisations financières	40 625		40 625
Clients douteux ou litigieux	26 312	26 312	
Autres créances clients	4 102 725	3 466 689	636 036
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	13 016	13 016	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	106 496	106 496	
Groupe et associés	88 499	88 499	
Débiteurs divers	111 517	111 517	
Charges constatées d'avance	32 309	32 309	
TOTAL GENERAL	4 876 499	3 849 838	1 026 661
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	5 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	683		
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	266 821	56 599	210 223	
Emprunts et dettes financières divers	461 186	461 186		
Fournisseurs et comptes rattachés	793 014	793 014		
Personnel et comptes rattachés	518 076	518 076		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 019 854	1 019 854		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	61 816	61 816		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 561 791	1 561 791		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 225	3 225		
Groupe et associés	2 934 822	2 934 822		
Autres dettes	210 857	210 857		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	62 520	62 520		
TOTAL GENERAL	7 893 983	7 683 760	210 223	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	55 151			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				